

LE MOYEN ORIENT DANS LA GEOPOLITIQUE DE L'IMPERIALISME CONTEMPORAIN

Du conflit permanent des impérialismes à l'impérialisme collectif

Dans son déploiement mondialisé l'impérialisme s'était toujours conjugué au pluriel, depuis ses origines jusqu'en 1945. La seconde guerre mondiale s'est soldée par la substitution d'un impérialisme collectif associant l'ensemble des centres du système mondial capitaliste (pour simplifier la « triade » : Etats Unis, Europe, Japon) à la multiplicité des impérialismes en conflit permanent.

Les Etats Unis ont tiré un bénéfice gigantesque de la seconde guerre mondiale, ils concentraient plus de la moitié de la production industrielle du monde d'alors et bénéficiaient de surcroît de l'exclusivité de l'arme nucléaire. Ce double avantage absolu a été néanmoins érodé dans un temps relativement bref, par le double rattrapage, économique pour l'Europe capitaliste et le Japon, militaire pour l'Union soviétique. On se souviendra que ce recul relatif de la puissance des Etats Unis a alimenté à l'époque une floraison de discours sur « le déclin américain ».

C'est le moment où se situe le gaullisme. De Gaulle considère que l'objectif des Etats Unis depuis 1945 est le contrôle de tout l'Ancien Monde (« l'Eurasie »). Et que Washington est parvenu à avancer ses pions en cassant l'Europe « vraie », de l'Atlantique à l'Oural, c'est à dire incluant la « Russie soviétique » en agitant le spectre d'une « agression » de Moscou à laquelle il ne croyait pas. Le conflit interne propre au projet européen peut être alors résumé dans le choix entre deux alternatives : l'Europe (atlantiste), volet européen dès l'origine du projet américain ou l'Europe (intégrant en perspective la Russie) non atlantiste. Ce conflit n'est toujours pas résolu. Mais les évolutions ultérieures, l'admission de la Grande Bretagne dans l'Europe, l'élargissement à l'Est, l'effondrement soviétique – ont jusqu'à présent toutes favorisé « l'effacement de projet européen » et sa « double dilution dans la mondialisation économique néo-libérale et dans l'alignement politico-militaire sur Washington ». Cette évolution conforte par ailleurs la solidité du caractère collectif de l'impérialisme de la triade.

Le projet des Etats Unis : étendre la doctrine Monroe à toute la Planète

Ce projet, qui est celui que la classe dirigeante des Etats Unis nourrit depuis 1945, a toujours donné un rôle décisif à sa dimension militaire. Très rapidement les Etats Unis ont mis en place une stratégie militaire globale, partagé la Planète en régions et affecté la responsabilité du contrôle de chacune d'elles à un « US Military Command ». Le projet implique que la « souveraineté des intérêts nationaux des Etats Unis » soit placée au dessus de tous les autres principes encadrant les comportements politiques considérés comme des moyens « légitimes » ; jusques et y compris la « guerre préventive » condamnée par la charte de l'ONU.

Dans l'immédiat après guerre le leadership américain avait été sollicité par les bourgeoisies de l'Europe et du Japon. On pouvait alors croire que le caractère collectif du nouvel impérialisme

n'était dû qu'à ce facteur politique et que, une fois le retard sur les Etats Unis rattrapé, l'Europe et le Japon chercheraient à se débarrasser de la tutelle encombrante et désormais inutile de Washington. Cela n'a pas été le cas.

L'explication de ce paradoxe fait appel à la montée des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique -l'ère de Bandung 1955-1975 et au soutien que l'Union soviétique et la Chine leur apportaient. L'impérialisme était alors contraint de « faire avec », non seulement donc d'accepter la coexistence pacifique avec une aire vaste qui lui échappait largement (« le monde socialiste ») mais également de négocier les termes de la participation des pays d'Asie et d'Afrique au système mondial impérialiste. L'alignement du collectif de la triade sur le leader américain paraissait utile pour gérer les rapports Nord-Sud de l'époque. C'est la raison pour laquelle les Non Alignés se trouvaient alors confrontés à un « bloc occidental » pratiquement sans faille.

L'effondrement de l'Union soviétique mais tout également l'essoufflement des régimes de nationalisme populiste issus de la libération nationale ont évidemment permis au projet des Etats Unis de se redéployer avec une extrême vigueur, entre autre au Moyen Orient. Il reste que le projet demeure au service de l'impérialisme collectif, jusqu'à un certain point tout au moins. Le gouvernement économique du monde sur la base des principes du néo-libéralisme, est mis en œuvre par le G7 et les institutions à son service (l'OMC, la Banque mondiale, le FMI). Sur le plan politique Européens et Japonais ont accepté de s'inscrire dans l'alignement sur le projet des Etats Unis, à l'occasion des guerres du Golfe (1991), puis de Yougoslavie et d'Asie centrale (2002), acceptant la marginalisation de l'ONU au bénéfice de l'OTAN. Ce premier temps n'est toujours pas dépassé, même si quelques signes indiquent son craquement possible à partir de la guerre d'Irak (2003).

La classe dirigeante des Etats Unis proclame sans retenue aucune qu'elle ne « tolérera » pas la reconstitution d'une puissance économique et militaire quelconque capable de mettre en question son monopole de domination de la Planète, et s'est donnée, à cette fin, le droit de conduire des « guerres préventives ». Trois adversaires potentiels principaux sont visés ici.

En premier lieu la Russie, dont le démantèlement, après celui de l'URSS, constitue désormais un objectif stratégique majeur des Etats Unis. La classe dirigeante russe ne paraissait pas l'avoir compris, jusqu'ici. Elle semblait convaincue qu'après avoir « perdu la guerre », elle pourrait « gagner la paix », comme cela l'a été pour l'Allemagne et le Japon. Elle oubliait que Washington avait besoin du redressement de ses deux adversaires de la seconde guerre mondiale, précisément pour faire face au défi soviétique. La conjoncture nouvelle est différente, les Etats Unis n'ayant plus de concurrent sérieux. Leur option est alors de détruire définitivement et complètement l'adversaire russe défait. Poutine l'a-t-il compris et amorce-t-il une sortie de la Russie de ses illusions ?

En second lieu la Chine, dont la masse et le succès économique inquiètent les Etats Unis dont l'objectif stratégique reste ici également le démantèlement de ce grand pays.

L'Europe vient en troisième position dans cette vision globale des nouveaux maîtres du monde. Mais ici l'establishment nord américain ne paraît pas inquiet. L'atlantisme inconditionnel des uns (la Grande Bretagne, mais aussi les nouveaux pouvoirs serviles de l'Est), les « sables mouvants du projet européen », les intérêts convergents du capital dominant de l'impérialisme collectif de la triade, contribuent à l'effacement du projet européen, maintenu dans son statut de « volet européen du projet des Etats Unis ».

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

Concernant la place des Etats Unis dans l'économie mondiale, l'opinion courante est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

En fait, les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs. En témoigne leur déficit commercial qui s'aggrave toujours, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 500 en 2002. L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. On devrait s'étonner donc que les Européens, loin de tirer les conclusions que le constat de l'insuffisance de l'économie des Etats Unis impose, s'activent au contraire à les imiter. La privatisation à outrance, le démantèlement des services publics ne pourront que réduire les avantages comparatifs dont bénéficie encore la « vieille Europe ». Mais quels que soient les dommages qu'elles occasionneront à long terme, ces mesures offrent au capital dominant, qui vit dans le court terme, l'occasion de profits supplémentaires.

L'Europe en particulier, mais le reste du monde en général, devront choisir entre l'une ou l'autre des deux options stratégiques suivantes : placer le « surplus » de leurs capitaux (« d'épargne ») dont ils disposent pour financer le déficit des Etats Unis (de la consommation, des investissements et des dépenses militaires) ; ou conserver et investir chez eux ce surplus. La seconde alternative implique la remise en cause du néo libéralisme mondialisé et de l'atlantisme.

Le Moyen Orient dans le système impérialiste

Le Moyen Orient, avec désormais ses extensions en direction du Caucase et de l'Asie Centrale ex soviétiques, occupe une position d'une importance particulière dans la géostratégie/géopolitique de l'impérialisme et singulièrement du projet hégémoniste des Etats Unis. Il doit cette position à trois facteurs.

(i) L'accès au pétrole à bon marché relatif est vital pour l'économie de la triade ; et le meilleur moyen de voir cet accès garanti consiste, bien entendu, à s'assurer le contrôle politique de la région.

(ii) Mais la région tient son importance tout également à sa position géographique, au centre de l'ancien Monde, à égale distance de Paris, Pékin, Singapour, Johannesburg. Après la seconde guerre mondiale la région, située sur le flanc sud de l'URSS, occupait de ce fait une place de choix dans la stratégie d'encercllement militaire de la puissance soviétique. Et la région n'a pas perdu son importance, en dépit de l'effondrement de l'adversaire soviétique ; en s'y installant les Etats Unis parviendraient simultanément à vassaliser l'Europe,

dépendante pour son ravitaillement énergétique, et à soumettre la Russie, la Chine et l'Inde à un chantage permanent assorti de menaces d'interventions militaires si nécessaire. Le contrôle de la région permettrait donc effectivement l'extension à l'ancien Monde de la doctrine Monroe, qui constitue l'objectif du projet hégémoniste des Etats Unis.

(iii) Les efforts déployés avec continuité et constance par Washington depuis 1945 pour s'assurer le contrôle de la région – et en exclure les Britanniques et les Français – n'avaient jusqu'ici pas été couronnés de succès. La raison en est que tout simplement le projet du populisme nationaliste arabe (et iranien) entrainé de plein fouet en conflit avec les objectifs de cet hégémonisme. La page de cette époque est tournée, d'abord parce que le projet nationaliste populiste du monde arabe a rapidement épuisé son potentiel de transformation, les pouvoirs nationalistes se sont enfoncés dans des dictatures sans programme. Le vide créé par cette dérive a ouvert la voie à l'Islam politique et aux autocraties obscurantistes du Golfe, les alliés préférentiels de Washington. La région est devenue l'un des ventres du système global, produisant des conjonctures qui permettent l'intervention extérieure (y compris militaire) que les régimes en place ne sont plus à même de contenir – ou de décourager – faute de légitimité auprès de leurs peuples.

Les Etats Unis opèrent au Moyen orient en étroite collaboration avec leurs deux alliés fidèles inconditionnels – la Turquie et Israël.

Le sionisme au service de l'impérialisme

L'expansionnisme colonial d'Israël constitue un défi réel. Israël est le seul pays au monde qui refuse de se reconnaître des frontières définitives quelconques (et à ce titre n'aurait pas le droit d'être membre des Nations Unies). Israël est d'ailleurs le seul pays qui déclare ouvertement ne pas s'estimer lié par les résolutions de l'ONU.

La guerre de 1967 poursuivait plusieurs objectifs : amorcer l'effondrement des régimes nationalistes populistes, briser leur alliance avec l'Union soviétique, les contraindre à se repositionner dans le sillage américain, ouvrir des terres nouvelles à la colonisation sioniste. Dans les territoires conquis en 1967 Israël mettait donc en place un système d'apartheid inspiré de celui de l'Afrique du Sud.

C'est ici que les intérêts du capital dominant rejoignent ceux du sionisme. Car un monde arabe modernisé, riche et puissant remettrait en question l'accès garanti des pays occidentaux au pillage de ses ressources pétrolières, nécessaire à la poursuite du gaspillage associé à l'accumulation capitaliste. Les pouvoirs politiques dans les pays de la Triade tels qu'ils sont – c'est à dire fidèles servants du capital transnational dominant – ne veulent pas d'un monde arabe modernisé et puissant. L'alliance entre les puissances occidentales et Israël est donc fondée sur le socle solide de leurs intérêts communs. Cette alliance n'est ni le produit d'un sentiment de culpabilité des Européens, responsables de l'antisémitisme et du crime nazi, ni celui de l'habileté du « lobby juif » à exploiter ce sentiment.

Dans un premier temps ce système d'apartheid mis en place depuis 1967 a donné l'impression d'être capable de parvenir à ses fins, la gestion peureuse de la quotidienneté dans les territoires occupés par les notabilités et la bourgeoisie commerçante paraissant acceptée par le peuple palestinien. L'OLP éloignée de la région après l'invasion du Liban par l'armée israélienne (1982) paraissait ne plus avoir les moyens de remettre en cause l'annexion sioniste.

Le première Intifada éclate en décembre 1987. Elle exprime l'irruption sur la scène des classes populaires, et singulièrement de ses segments les plus pauvres, confinés dans les camps de réfugiés. L'Intifada boycotte le pouvoir israélien par l'organisation d'une désobéissance civique systématique. Israël réagit avec brutalité ; mais ne parvient ni à rétablir son pouvoir policier efficace ni à remettre en selle celui des classes moyennes tampons palestiniennes peureuses. Au contraire l'Intifada appelle un retour en masse des forces politiques en exil, la constitution de nouvelles formes locales d'organisation et le ralliement des classes moyennes à la lutte de libération engagée.

Tandis que cette première Intifada donnait quelques signes d'essoufflement la scène était montée pour une « négociation » dont les Etats Unis ont pris l'initiative conduisant à Madrid (1991) puis aux accords dits de paix d'Oslo (1993). Ces accords avaient imaginé la transformation des territoires occupés en plusieurs Bantoustans, définitivement intégrés dans l'espace israélien. Dans ce cadre l'Autorité Palestinienne ne devait être qu'un faux Etat, en fait la courroie de transmission de l'ordre sioniste.

Rentré en Palestine, l'OLP devenue Autorité est parvenue à absorber dans ses nouvelles structures la majeure partie des jeunes qui avaient coordonné l'Intifada et à se donner une légitimité par la consultation électorale de 1996. L'Autorité demeure néanmoins dans une position ambiguë : acceptera-t-elle de remplir les fonctions qu'Israël, les Etats Unis et l'Europe lui attribuent – celle de « gouvernement d'un Bantoustan » ? Où se rangera-t-elle avec le peuple palestinien qui refuse de se soumettre ?

C'est bien parce que le peuple palestinien refuse le projet de Bantoustan qu'Israël a décidé de dénoncer les accords d'Oslo, dont il avait pourtant dicté les termes, pour leur substituer l'emploi de la violence militaire pure et simple. La seconde Intifada parviendra-t-elle à libérer le peuple palestinien de la perspective de sa soumission planifiée à l'apartheid sioniste ? Le peuple palestinien dispose maintenant d'un véritable mouvement de libération nationale. Il a ses spécificités. Il n'est pas du style « parti unique », d'apparence (sinon en réalité) « unanime » et homogène. Il est fait de composantes qui conservent leurs personnalités propres, leurs visions de l'avenir, leurs idéologies même, leurs militants et même leurs clientèles, mais qui, apparemment savent s'entendre pour mener la lutte ensemble.

L'atlantisme en question ?

Face aux initiatives des Etats-Unis, l'Europe imagine-t-elle une alternative ?

Le contrôle du Moyen Orient est une pièce maîtresse du projet d'hégémonie mondiale de Washington. Il y a déjà une dizaine d'années Washington avait pris l'initiative d'avancer le projet d'un « marché commun du Moyen Orient » dans lequel des pays du Golfe auraient fourni le capital, les autres pays arabes la main d'œuvre à bon marché, réservant à Israël le contrôle technologique et les fonctions de l'intermédiaires obligé. Accepté par les pays du Golfe et l'Egypte, le projet se heurtait néanmoins au refus de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran. Il fallait donc, pour aller de l'avant, abattre ces trois régimes. Or c'est aujourd'hui fait pour l'Irak.

La question est alors de savoir quel type de régime politique doit être mis en place, capable de soutenir le projet. Les discours d'emballage de la propagande de Washington parlent de « démocraties ». En fait Washington ne s'emploie à rien d'autre qu'à substituer aux

autocraties usées du populisme dépassé des autocraties obscurantistes prétendues « islamiques » (respect de la spécificité culturelle des « communautés » oblige). L'alliance renouvelée avec un Islam politique dit « modéré » (c'est à dire capable de maîtriser la situation avec suffisamment d'efficacité pour interdire les dérives « terroristes » - celles dirigées contre les Etats Unis et elles seules bien entendu) constitue l'axe de l'option politique de Washington. C'est dans cette perspective que la réconciliation avec l'autocratie archaïque du système saoudien sera recherchée.

Face au déploiement du projet des Etats Unis, les Européens inventaient leur propre projet, baptisé « partenariat euro méditerranéen ». Un projet fort peu hardi, encombré de bavardages sans suite, mais qui, lui également, se proposait de « réconcilier les pays arabes avec Israël », tandis qu'en excluant les pays du Golfe du « dialogue euro méditerranéen » ces mêmes Européens reconnaissaient par là même que la gestion de ces derniers pays relevait de la responsabilité exclusive de Washington.

Une autre option européenne est-elle possible ? Se dessine-t-elle ? Le discours de Chirac opposant au monde « unipolaire » (qu'il comprend bien, semble-t-il, comme étant en fait synonyme d'hégémonie unilatérale des Etats Unis, réduisant le projet européen à n'être rien de plus que le volet européen du projet de Washington) la construction d'un monde « multipolaire » annonce-t-il la fin de l'atlantisme ? La diplomatie de Washington était parvenue à maintenir l'Allemagne dans son sillage » la réunification et la conquête de l'Europe de l'Est ont même semblé renforcer cette alliance : l'Allemagne serait encouragée à reprendre sa tradition de « poussée vers l'Est » (le rôle joué par Berlin dans le démembrement de la Yougoslavie par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en a été une expression) et, pour le reste, invité à naviguer dans le sillage de Washington. Renversement de la vapeur en cours ? La classe politique allemande paraît hésitante et peut être divisée quant à ses choix de stratégie. L'alternative à l'alignement atlantiste appelle, en contrepoint, un renforcement d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui deviendrait alors le pilier le plus solide d'un système européen indépendant de Washington.

La prise de conscience par l'establishment de Washington de la vulnérabilité de leur système dont la reproduction exige la ponction du surplus produit par le reste du monde, est à l'origine de son option pour une stratégie de « contrôle militaire de la Planète ». Car seul ce contrôle permettrait de substituer au « flux spontané » (qui serait annulé dès lors que le « reste du monde » refuserait les politiques de stagnation forcée qui lui sont imposées pour permettre le transfert du surplus en question au bénéfice des Etats-Unis) la ponction d'un véritable tribut imposée par l'exercice de la violence politique directe.

On voit alors que pour l'Europe comme pour le reste du monde, la remise en question l'atlantisme implique également celle du néo libéralisme mondialisé, véhicule obligé du projet américain de contrôle militaire de la Planète.

L'atlantisme sera-t-il véritablement remis en cause par l'Union Européenne collectivement ou par certains des Etats majeurs qui la composent ? En dépit des craquements occasionnés par la décision unilatérale de Washington d'envahir l'Irak la partie est loin d'être gagnée. L'occupation a déjà été légitimée (en dépit du mensonge concernant les armes de destruction massive !) et a créé une situation nouvelle en Irak même. La victoire électorale éventuelle d'un Président démocrate permettrait de refonder l'atlantisme, en le débarrassant du style de cow boy arrogant de Bush Jr.

L'Europe envisagera-t-elle de se débarrasser de l'encombrant leadership américain ? A défaut, verra-t-on un axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin se cristalliser davantage, tandis que la construction européenne politique serait, sinon abandonnée, tout au moins « mise au frigidaire » pour quelque temps ? Verra-t-on cet axe éventuel restaurer le rôle international de l'ONU ? Ou tentera-t-on seulement, dans le sillage de Washington, de restaurer la « responsabilité collective du G7/8 » et de l'OTAN (c'est-à-dire des Etats-Unis en premier lieu), allant de pair avec la poursuite de la marginalisation de l'ONU. Cette option, qui se dessine, annihilerait le sens de la « multipolarité » souhaitable.